

CHAPITRE III

Un monde politique nouveau

Le Medef qui s'auto-dissout!
J'aurais jamais cru ça possible
de mon vivant!

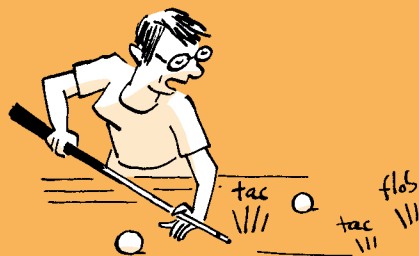
Alors là j'attends de voir.
À mon avis ils n'ont pas dit
leur dernier mot.



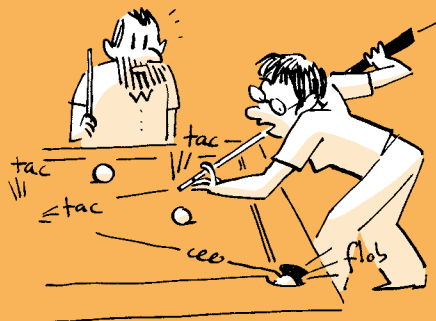
La pyramide du Louvre
partira finalement
au Gabon, suite
à l'offre de ...



Après la Déclaration
des droits de l'homme,
l'émigration des nobles
s'accélère.



En gros ils sont
200 000 à partir. Je
te dis pas les embou-
teillages de carrosses
aux frontières.



La haute noblesse n'a pas trop
à s'en faire... Elle est accueillie à
bras ouverts par les souverains
des autres pays d'Europe.



Pour la petite noblesse,
les choses sont plus difficiles :
ils doivent se mettre à travailler,
comme précepteurs, maîtres
de danse ou d'escrime.



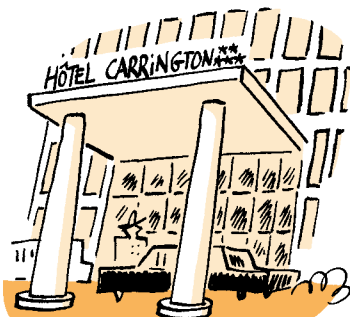
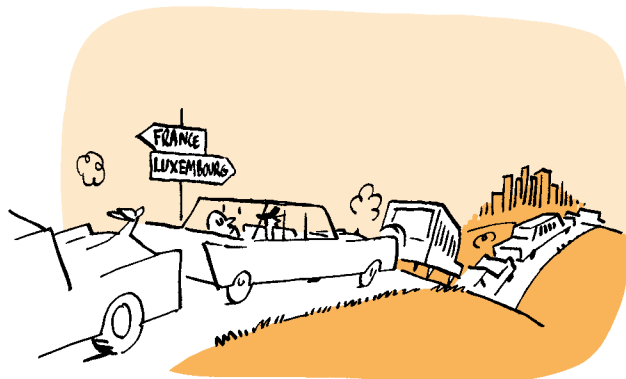
C'est une véritable
humiliation.



Bon, je peux jouer ?



Conséquence inattendue de ces départs, la domesticité et le petit personnel perdent leur boulot : valets de pied, femmes de chambre, perruquiers et autres pomponneurs professionnels grossissent les rangs des mécontents... La crise s'accroît : le grand emprunt lancé par Necker est un échec ; encore et toujours, les spéculateurs font grimper le prix du pain, qui se fait rare malgré la bonne récolte de l'été. Le roi à Versailles, épargné par le tumulte de Paris, refuse de ratifier l'abolition des privilèges, ce qui vaut aux époux royaux le surnom de M. et Mme Veto. Le 1^{er} octobre, un banquet est offert au régiment des Flandres qui vient d'arriver en renfort. Après une soirée bien arrosée, des officiers foulent aux pieds la cocarde tricolore en présence du roi.



Ce n'est que provisoire.
les nouvelles de France
sont bonnes.



Le roi va
reprandre la main,
vous rentrerez
bientôt chez vous!



L'incident met deux jours pour parvenir aux oreilles des Parisiens et le 5 octobre, l'homme du peuple allongé sur sa paille n'a pas le moral. – *La révolution ça sert à rien, le roi fait bien ce qu'il veut, c'est pas demain la veille qu'on obtiendra quelque chose, en plus y'a pas de pain pour le p'tit déj*.
Devant tant de renoncement, il obtient tout de même une bonne gifle de la femme du peuple : – *Non mais il va se bouger ce gros tas ? Du pain y'en a, il est à Versailles, on a juste à y aller, et à se servir*. La femme du peuple se précipite ensuite à l'Hôtel de ville où elle surprend les représentants de la municipalité à se gargariser de leurs nouvelles fonctions, elle leur passe une soufflante, réquisitionne 1700 fusils, 4 canons, puis marche sur Versailles au son du tambour.



En chemin le cortège grossit, s'organise. On oblige La Fayette, depuis le 14 juillet bombardé chef de la Garde nationale, à venir en renfort avec ses 20 000 hommes, ce qu'il promet dès qu'il aura eu le temps de rassembler tout le monde. En attendant, 7 000 femmes partent devant et arrivent en fin d'après-midi à Versailles. – *Quelle bonne surprise!* dit le roi se présentant au balcon. – *ON VEUT DU PAIN!*, disent les femmes. – *Euh... elles sont aussi là pour vous faire ratifier l'abolition des privilèges*, dit Mounier, président de la Constituante. – *Ah, ça... Mais y'a aucun problème, c'est demandé tellement gentiment*. Réprimant une grimace, le roi fait livrer de la farine à Paris et signe ce qu'il faut signer.



Tard dans la soirée, La Fayette arrive à Versailles et va trouver le roi pour dire qu'il a la situation bien en main. Puis exténué, il s'endort d'un sommeil de plomb. – *Le-roi-à-Paris!* Dans son sommeil, il rêve qu'il entend ce slogan en boucle, et qu'au petit matin, chose extrêmement drôle, la foule fait irruption dans les appartements du roi! – *Le-roi-à-Paris!* La Fayette se réveille, s'étire. – *Le-roi-à-Paris!* Ce slogan? Diantre, il ne rêve pas! – *LE-ROI-À-PARIS!* – *Et qu'est-ce qu'il irait faire à Paris?* dit La Fayette qui s'est précipité au secours du roi. – *Il est avec le peuple ou avec sa cour?* – *Avec le peuple, bien sûr, mais...* – *Le peuple est à Paris, le roi vient avec nous.*



Vers treize heures, le cortège s'ébranle pour installer aux Tuileries le roi et sa famille. Au passage, on en profite pour faire un petit coucou à l'Assemblée constituante, demeurée à Versailles depuis les états généraux. – *On embarque le roi à Paris. Vous venez vous aussi ?* – *Euh... C'est-à-dire que... On est bien ici pour légiférer, le grand air, la campagne, tout ça...* – *Allez allez, pas de chichi, le roi vient, vous venez aussi !* En réalité, le peuple se méfie de certains députés. Il est de notoriété publique que Mirabeau est un ambitieux corrompu. La peur de venir siéger à Paris sous la surveillance du peuple pousse deux cents députés monarchistes à démissionner.



Le 19 octobre, l'Assemblée nationale s'installe salle du Manège à Paris et reprend le travail sous l'œil du peuple qui assiste aux débats. Au départ, les députés ont du mal à trouver leur place, on teste les sièges du haut, ceux du bas, on les trouve trop durs ; ceux de devant et de derrière sont jugés trop mous ; finalement on opte pour les sièges de droite et de gauche, tout le monde les trouve bien plus confortables : ainsi naissent les clivages politiques tels que nous les connaissons.

Ga veut dire quoi,
"démocratie directe"?



Le peuple est varié,
on ne peut pas mettre tout
le monde d'accord
d'un claquement de doigts.



Que vous le vouliez
ou non, il y a le peuple
de gauche et le peuple
de droite, il faut qu'ils
arrivent à s'entendre!



Ah ouais?! Je croyais
que pour vous la droite
et la gauche c'était
dépassé!?



Mais bien sûr que
c'est dépassé! Ce qui
compte c'est la liberté
de faire ce qu'on veut!



La liberté de faire
ce qu'on veut, du moment
qu'on fait passer l'intérêt
général avant l'intérêt
particulier.



C'est une
évidence.



L'intérêt général
c'est l'intérêt particulier
du plus fort.



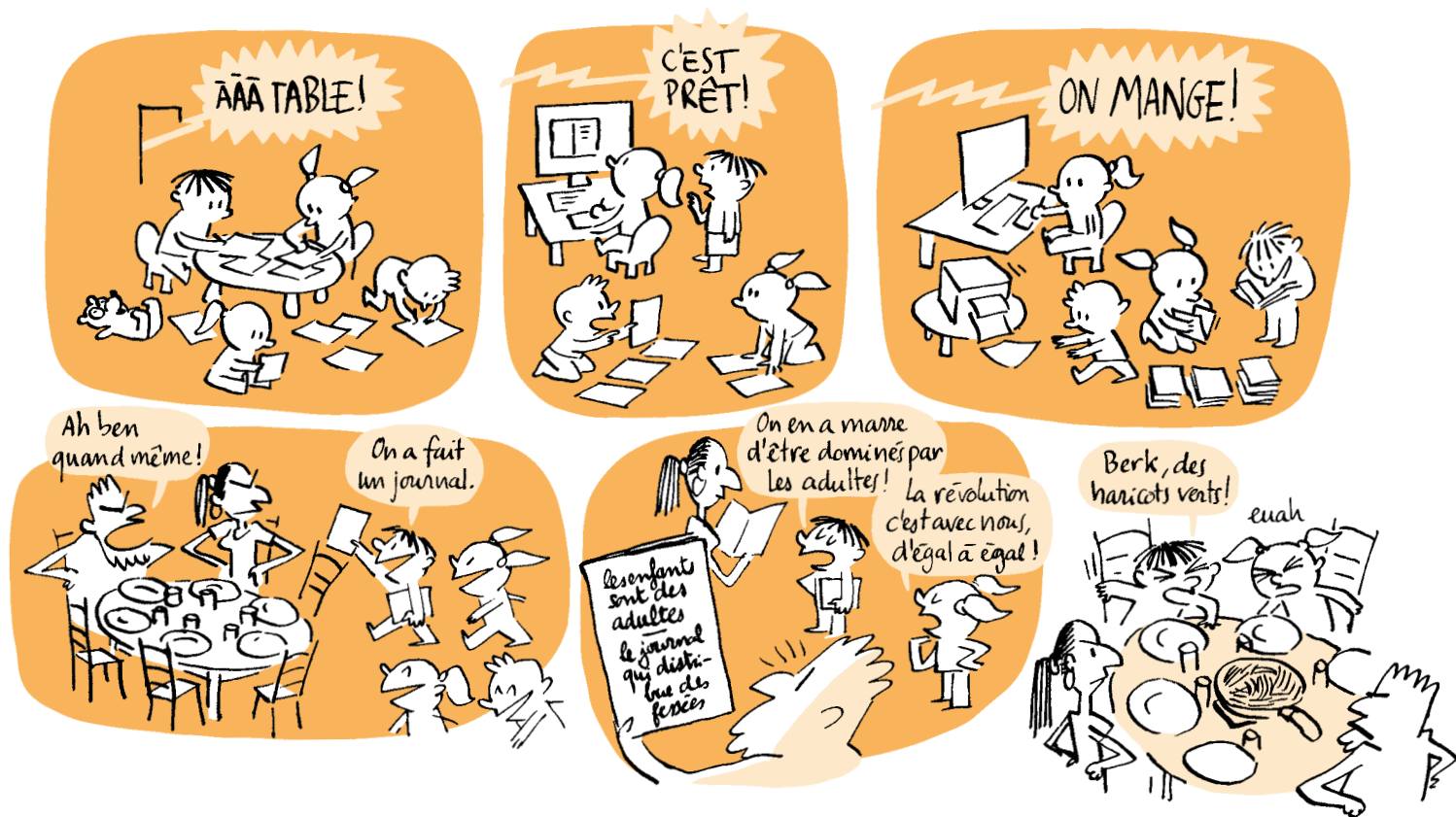
Avant d'être présentées à l'Assemblée, les idées sont débattues dans des clubs et salons : les aristocrates de droite au *Salon français*; les monarchistes constitutionnels du centre à la *Société de 89*; la gauche au *club des Jacobins*, qui diffuse les idées révolutionnaires grâce à des sociétés sœurs dans toute la France. Le *club des Cordeliers*, quant à lui, se fixe pour but de « dénoncer les abus des différents pouvoirs et les atteintes aux droits de l'homme ».



Rapidement, une vie démocratique se met en place. Quand on dit aux gens qu'ils peuvent prendre la parole dans l'espace public sans craindre l'embalement, il se crée des « sociétés fraternelles » dans tous les sens et tous les quartiers, ouvertes aux familles et même aux enfants à partir de 12 ans, et ça débat, ça trinque, ça refait le monde jusqu'à pas d'heure sauf les enfants qu'on couche dans un coin à 20h30, mais ils gardent un œil ouvert pour n'en pas louper une miette. Ces sociétés font l'éducation politique du peuple de France.



À partir de la Révolution on assiste à un jaillissement de nouvelles publications, feuilles de chou criées dans la rue, placardées aux murs, consultées dans les tavernes, vendues par abonnement, tirages modestes mais chaque exemplaire a des dizaines de lecteurs. Emblématiques de cette période, les *Révolutions de France et de Brabant*, de Camille Desmoulin, *L'Ami du peuple*, de Jean-Paul Marat et l'ancêtre des journaux satiriques, *Le Père Duchesne*, de Jacques-René Hébert, attaquent violemment la monarchie et chevauchent dans l'allégresse la liberté d'expression nouvellement conquise.



En attendant, le prix du pain ne baisse pas, les spéculateurs spéculent, les accapareurs accaparent et le peuple en a marre. Alors une fois pour toute, ne pourrait-on fixer un prix décent pour tout ce qui se mange ? Les gens sont à cran, la faim plus le manque de sommeil, on a envie de tout casser, on pille les boulangeries, on dévalise les transports de grains. Là-dessus Bailly, nouveau maire de Paris, et son conseil municipal, ne trouvent rien de mieux que d'instaurer la loi martiale. Partout les émeutiers sont jugés et sévèrement punis, dans les campagnes ils sont carrément pendus. Des voix s'élèvent contre, Robespierre, Mirabeau, Marat, mais pas moyen. Cette première répression sous la Constituante va pousser le peuple à se radicaliser.



Beaucoup de députés, eux-mêmes possédants, partisans d'une monarchie constitutionnelle, sont coincés entre l'exécutif royal qu'ils rabotent au maximum, et les aspirations du peuple, refusant de satisfaire leurs revendications. Fin 1789 est adopté le suffrage censitaire, système électoral qui accorde le droit de vote aux citoyens payant au moins trois jours de travail en impôts ; pour être élu député, il faut posséder une propriété foncière, s'acquitter d'un marc d'argent et passer une belle perruque poudrée. En matière économique, on libéralise le commerce et la finance. Robespierre proteste : – *Toutes ces lois sont contraires à l'égalité proclamée dans la Déclaration des droits de l'homme !* La Constituante fait la sourde oreille.



Durant les deux années où elle est à pied d'œuvre, la Constituante réorganise administrativement le pays. La France est découpée en 83 départements, Mirabeau a cette idée géniale de ne pas y aller à la hache comme en Amérique, et de respecter la géographie du terrain, c'est quand même plus joli sur la carte. Une nouvelle justice naît alors, gratuite et équitable : présence obligatoire d'un avocat, procès rendus publics, sentences égales pour tous, abandon de la torture remplacée par un exemplaire de l'encyclopédie de Diderot et d'Alembert pour frapper sur les prévenus sans laisser de traces.



À cette époque, la science permet à la justice un progrès considérable en modernisant la peine de mort. Finies les pendaisons interminables si le nœud n'était pas bien coulant, terminés les bourreaux aux coups de hache hésitants : maintenant, c'est guillotine pour tout le monde ! Invention du député et docteur Guillotin, elle permet de faire sauter la tête en un clin d'œil, procédé véritablement humanitaire qui ne fait plus souffrir le prévenu. Une machine tellement en avance sur son temps qu'il faudra attendre 1981 et l'abolition de la peine de mort pour que soient remisés les derniers modèles en activité.



Les départements, la justice, tout ça c'est du gâteau à côté de la crise financière. À l'Assemblée, Talleyrand, évêque d'Autun, prend la parole : – *On n'a qu'à nationaliser les biens de l'Église, qu'on appellera désormais « biens nationaux » ! Ils sont évalués à dix fois le budget de la France, si on les revend au peuple, on a largement de quoi renflouer les caisses. Si en plus on prend à notre charge l'éducation jusque là dispensée par les prêtres, qu'on supprime la dîme et qu'on file un salaire régulier aux curés, qui n'en peuvent plus de tirer le diable par la queue, je vous garantis que tout le monde sera content.*





Pour faire oublier les dissensions, la fête de la Fédération est organisée en grande pompe dans toutes les villes de France le 14 juillet 1790.



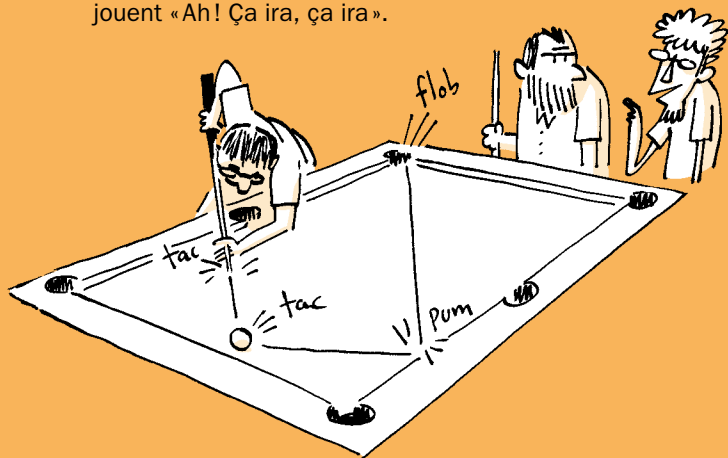
À Paris, des centaines de citoyens bâtissent une colline au champ de Mars sur laquelle on dresse l'autel de la Patrie, entouré d'un immense amphithéâtre.



On y célèbre l'Union du peuple et la fraternité. Devant 160 000 personnes, La Fayette frime sur son cheval blanc et emmène un gigantesque défilé militaire.

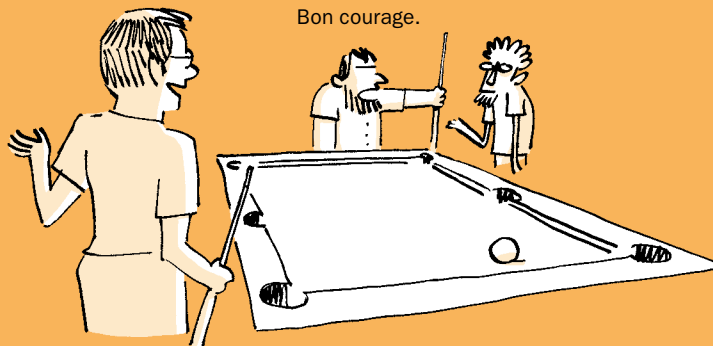


Talleyrand célèbre une messe assisté de 200 prêtres portant ceinture tricolore, 1200 musiciens jouent « Ah! Ça ira, ça ira ».

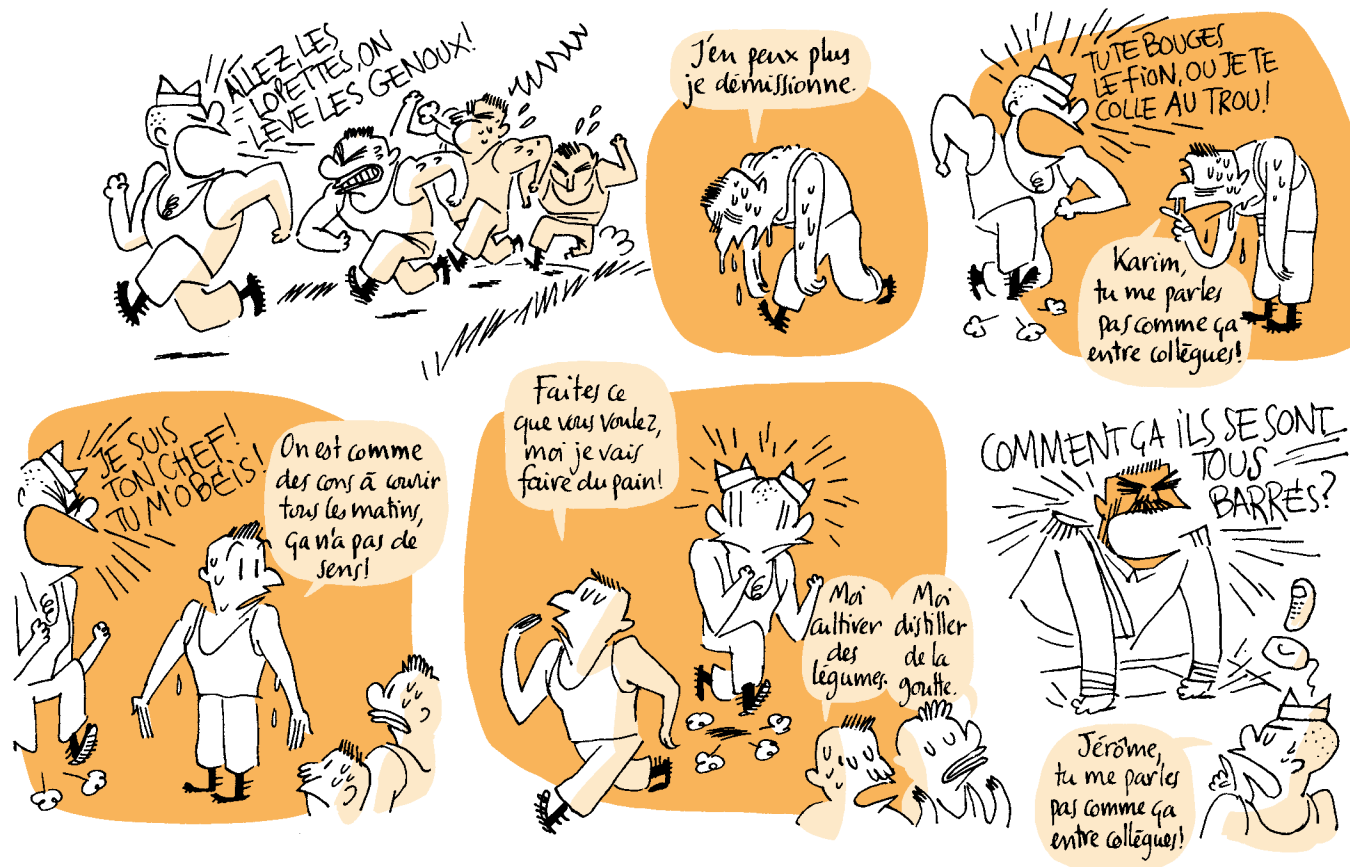


On est ému, on se prend dans les bras, on mange des barbabapas, on répète sans cesse « Si on nous avait dit ça il y a seulement un an! »

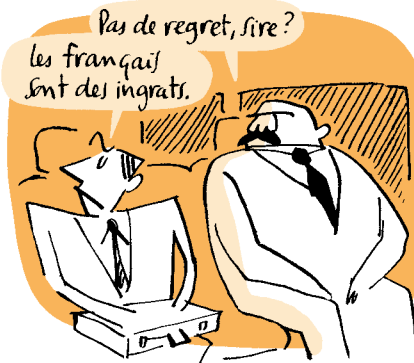
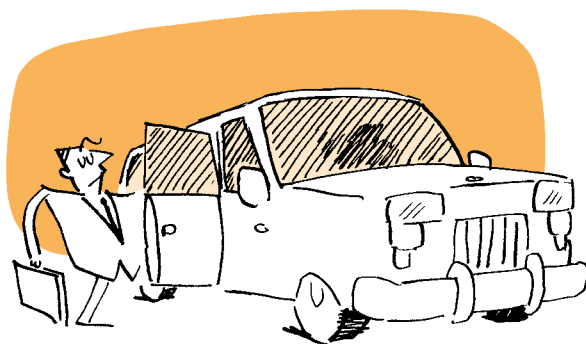
Je prends le gagnant.



Dans l'armée, les militaires du rang se politisent, participent aux assemblées, fraternisent avec le peuple, ce qui déplaît fortement aux officiers, tous aristocrates. À Nancy en août 1790, les soldats demandent des comptes sur leur solde, jusqu'alors à la discrétion de leurs supérieurs, et on ne tarde pas à s'apercevoir de détournements. Les hommes exigent réparations, à la place une répression terrible s'abat sur tout le régiment, avec la bénédiction de La Fayette et de la Constituante. La méfiance du peuple s'accroît, il ne manque plus qu'une goutte pour faire déborder le vase.



– Montez Marie-Antoinette, vite ! Avec les enfants on était mort d'inquiétude ! Fouette cocher ! – Je m'étais perdue dans les ruelles sombres autour du Louvre. – Pfff, j'ai un pincement de tout abandonner comme ça, mon arrière-arrière-arrière-grand-père Louis XIV doit se retourner dans sa tombe. – À votre place Louis, vos aïeux auraient fait exactement la même chose, personne n'a envie de se retrouver la tête plantée au bout d'une pique. – Je vous défends de penser que Notre peuple puisse un jour nuire à son roi. Mais quitter la France en voiture de location, faut-il donc que Nous soyons tombé bien bas. – Nous reviendrons, Louis, avec une armée de 100 000 hommes ! Et partout où nous passerons, rien ne repoussera sur notre passage.



Après tout ce que ma famille a fait pour eux, ils veulent l'autonomie des communes et les entreprises aux salariés. Partons plutôt que subir le déshonneur.



Madrid ?

Evidemment Madrid



Je propose que nous fomentions une révolution contre mon cousin par alliance, ce crétin de Felipe VI.

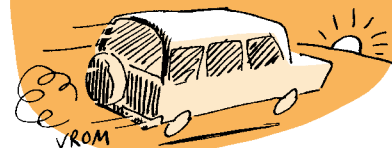


Et qui sera l'héritier du trône d'Espagne ?

Vous, sire.

Evidemment Nous, et plutôt deux fois qu'une !

HAHAHAH HAHAHA



– Louis, pourquoi s'arrête-t-on ? – C'est Varennes, on doit changer les chevaux. – Mais il fait nuit, je n'aime pas ça... Écoutez, quelqu'un s'approche ! N'ayez pas peur les enfants, tout ira bien, papa est là. (Toc toc toc) – Oui qu'est-ce que c'est ? – Euh... J'habite à côté, si vous voulez... venir vous détendre chez moi... – Merci mon bon monsieur, mais on n'en a que pour une minute. – Euh... la Garde nationale encercle votre voiture, Majesté... – Mais pourquoi donc m'appellez-vous Majesté ? Chérie, pourquoi ce monsieur m'appelle-t-il Majesté ? – Ah oui il doit se tromper. – Majesté, on a reconnu votre tête sur un assignat de 50 livres, on ne vous laissera pas partir. Venez plutôt manger un morceau à la maison...



Le lendemain, escorté par la Garde nationale, la famille royale rentre aux Tuileries sous les quolibets. – *Le roi a menti! Le roi est un lâche!* Place Louis XV, on bande les yeux de la statue du monarque, partout on détruit les symboles du roi hypocrite et on réclame l'avènement de la république. Bailly maire de Paris tente de faire croire qu'il s'agit d'un enlèvement, que le souverain est innocent, mais la vérité éclate. – *Le roi a menti! Le roi est un lâche!* À l'Assemblée, pour calmer les esprits, on démet le roi de ses fonctions, mais uniquement le temps d'achever la constitution : on n'envisage pas encore de mettre un terme à la monarchie.



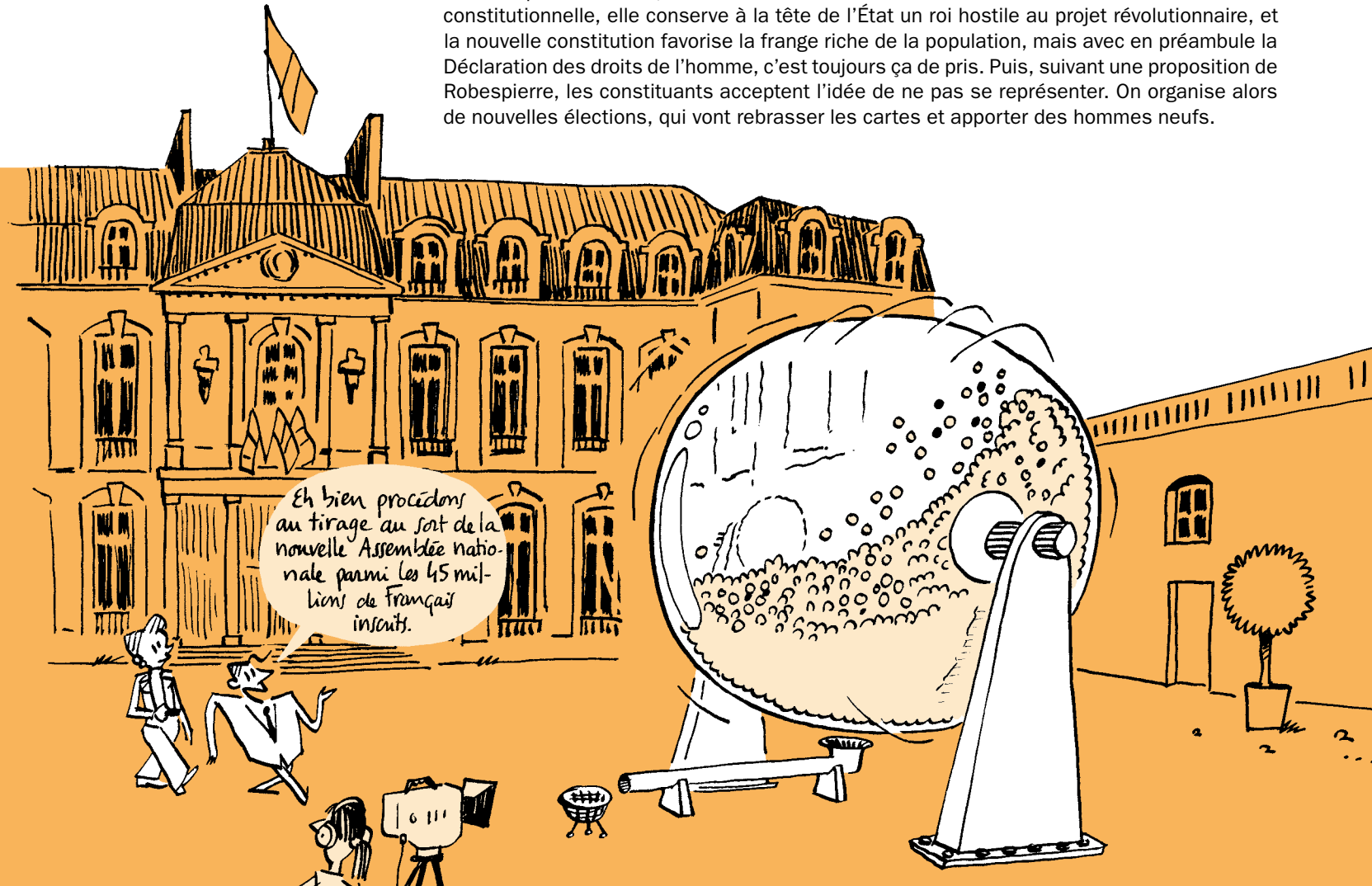
Soutenu par la presse et les sociétés fraternelles, le club des Cordeliers engage alors une campagne pour la destitution « des traîtres de l'Assemblée nationale, qui veulent rendre sa couronne à Capet ». 20 000 manifestants font signer une pétition. L'Assemblée envoie chercher La Fayette : – *Vous avez vu tous ces gueux dans la rue qui réclament notre départ ? Vous allez nous en débarrasser, mon bon La Fayette.* – *Débarrasser dans quel sens ?* – *Débarrasser, débarrasser.* – *Aucun problème, j'ai déjà fait assez de bien dans ma vie pour que l'Histoire ne retienne pas quel salaud je suis.* Le 17 juillet 1791, la répression fait des dizaines de morts, on ordonne la fermeture des Cordeliers, on perquisitionne journaux et imprimeurs, on interpelle à tour de bras.



Dans la lignée de cette répression, la Constituante vote une série de lois interdisant les regroupements de paysans ou d'ouvriers : – *Bon, c'est pas compliqué*, dit à l'Assemblée Le Chapelier, rédacteur de ces textes, *en gros, politiquement, on a le droit de tout faire, mais uniquement si on est digne de le faire.* – *Comment ça digne ?* – *Oui, digne, comme vous et moi, avec un bon revenu, une maison, une femme, des enfants, digne quoi.* – *Mais alors tous les autres ?* – *Quels autres ?* – *Je sais pas moi, le peuple ?* – *Ah lui ? Ben tant qu'il n'aura pas de bon revenu, de maison, de femme ou d'enfants, politiquement il ne pourra rien faire.*



Le 30 septembre 1791, l'Assemblée termine son travail : la France devient une monarchie constitutionnelle, elle conserve à la tête de l'État un roi hostile au projet révolutionnaire, et la nouvelle constitution favorise la frange riche de la population, mais avec en préambule la Déclaration des droits de l'homme, c'est toujours ça de pris. Puis, suivant une proposition de Robespierre, les constituants acceptent l'idée de ne pas se représenter. On organise alors de nouvelles élections, qui vont rebrasser les cartes et apporter des hommes neufs.



Eh bien procédons
au tirage au sort de la
nouvelle Assemblée natio-
nale parmi les 45 mil-
lions de Français
insoumis.

Un peuple en révolution fait confiance à la jeunesse : au sein de la nouvelle Assemblée, qui prend le nom de Législative, la moitié des députés n'a pas trente ans, ils sont beaux, fougueux, les blagues fusent, une odeur musquée se répand dans les rangs. Pour autant et conformément à la constitution, ils sont tous propriétaires, payent au moins un marc d'argent d'impôts. Sur les 750 députés, un tiers se déclarent monarchistes constitutionnels, un cinquième jacobins, tout le reste nage dans un brouillard cotonneux...



Les enfants, comment la France en
révolution va-t-elle résoudre les problèmes
auxquels elle doit faire face ?

CHAPITRE IV

La guerre



Petite histoire de la Révolution française de Grégory Jarry et Otto T. est paru en novembre 2015 aux éditions FLBLB. Nous avons voulu le publier intégralement et gratuitement sur Mediapart pour le rendre accessible à tous, sous sa forme numérique.

Retrouvez les sept chapitres en accès libre dans le Club de Mediapart à cette adresse :
<https://blogs.mediapart.fr/edition/bande-dessinee-petite-histoire-de-la-revolution-francaise>

Vous pouvez télécharger, partager, reproduire, imprimer ce PDF. Rien ne vous empêche d'aller aussi acheter le livre en librairie pour l'offrir à votre frère, à votre mère ou à vos petits cousins !



Licence Creative Commons BY-NC-ND
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification

